# Énoncé de triage

**Partie 1 : Aperçu de la proposition**

|  |  |
| --- | --- |
| **Organisme(s) de réglementation parrain(s)** |  |
| **Titre de la proposition** |  |
| **Fondement législatif** |  |
| **Réunion du Conseil du Trésor ciblée** **(date approximative)** |  |
| **Autre décision du Cabinet requise?** **(Cabinet, budget, Partie A du Conseil du Trésor, premier ministre ou appareil gouvernemental)** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Publication préalable (indiquer « période de commentaires » ou « exemption »)** |  |
| Fournir une justification pour les périodes de publication préalable autres que 30 jours ou les demandes d’exemption de la publication préalable. |
| **Est‑ce que la proposition constitue un règlement correctif (par exemple, modifications mineures, aucun coût)?** | **Oui/Non**Le cas échéant, remplissez la **partie 1**, la **partie 3, section I** et la **partie 4** du présent énoncé de triage. |

Un analyste du Secteur des affaires réglementaires (SAR) du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) enverra ses commentaires à l’organisme de réglementation parrain dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de l’énoncé du triage, à moins d’avoir convenu d’un autre délai.

A. Contexte Fournir des renseignements de base relatifs à la proposition, comme des renseignements sur les programmes, des données historiques, d’autres approbations de politiques reçues, des liens vers des parties pertinentes de sites Web et des renseignements sur l’examen réglementaire.

|  |
| --- |
| nnn |

B. EnjeuxDécrire les enjeux de politique publique que la proposition examinerait.

|  |
| --- |
|  |

C. Description Résumer la proposition dans un langage non juridique et clair.

|  |
| --- |
|  |

D. Résultats et avantages Décrire les objectifs et les résultats stratégiques, y compris les avantages associés (inclure les avantages qualitatifs à la santé et à la sécurité, à l’environnement, à la sécurité publique, à l’économie, au commerce, aux entreprises et à la société).

|  |
| --- |
|  |

Partie 2 : Consultation, coordination et communication

E. Consultation Veuillez fournir une liste des intervenants consultés ou qui seront consultés. Décrivez les consultations qui ont eu lieu. Quelles consultations supplémentaires auront lieu? S’il n’y a aucune consultation, veuillez expliquer pourquoi. Consulter la Politique sur l’élaboration de la réglementation.

|  |
| --- |
|  |

F. **Plan prospectif de la réglementation**La proposition figure‑t‑elle sur le plan prospectif de la réglementation de votre ministère ou organisme et à quel moment a‑t‑elle été ajoutée? Si elle ne figure pas sur le plan, veuillez donner des explications. Consulter la Politique sur la transparence et la responsabilisation en matière de réglementation.

|  |
| --- |
|  |

G. Coordination La proposition a‑t‑elle une incidence sur le mandat d’un autre ministre? Le cas échéant, le ministère ou l’organisme pertinent a‑t‑il été consulté et quelle est sa position? Si le ministère ou l’organisme en question n’a été consulté, veuillez donner des explications.

|  |
| --- |
|  |

H. Attention du public et des médias Quelle est l’attention du public et des médias prévue? Quel est le plan de communications prévu (proactif ou réactif, approche d’envergure ou approche discrète)?

|  |
| --- |
|  |

**Partie 3 : Exigences en matière d’analyse**

Les réponses aux questions dans cette partie doivent être fondées sur des renseignements facilement accessibles. Indiquer les éléments inconnus ou si une analyse supplémentaire est requise dans la zone de texte prévue à cette fin.

I. Coûts

|  |
| --- |
| Consulter la Politique sur l’analyse des coûts‑avantages ainsi que le guide associé. |
| I.1 Indiquer les coûts bruts estimatifs de la proposition, y compris les coûts imposés aux entreprises, aux consommateurs, aux Canadiens et au gouvernement. |
| **Aucun coût** | **Coûts faibles : moins de 10 M$ sur dix ans ou moins de 1 M$ par année** | **Coûts importants : plus de 10 M$ sur dix ans ou plus de 1 M$ par année** |
|  |  |  |

Décrire toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer. Décrire les coûts bruts supplémentaires, y compris les hypothèses préliminaires, les calculs et l’analyse.

|  |
| --- |
|  |

J. Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) et autres enjeux relatifs à la répartition

|  |  |
| --- | --- |
| Pour obtenir des renseignements sur l’ACS+, consulter le [site Web de Condition féminine Canada](https://www.swc-cfc.gc.ca/gba-acs/index-fr.html). | **Oui/Non** |
| J.1.Une ACS+ a‑t‑elle été effectuée relativement à la proposition réglementaire en question? Le cas échéant, veuillez donner une description ci‑dessous. |  |
| J.2. Est‑ce que des groupes pourraient être touchés de façon disproportionnée par la proposition (en fonction de facteurs comme le sexe, l’âge, la langue, le niveau d’études, la géographie, la culture, l’ethnicité, le revenu, le handicap, l’orientation sexuelle, l’identité de genre, etc.)? |  |
| J.3. Est‑ce que des intervenants ou le public ont fait part de préoccupations liées aux conséquences possibles de la proposition sur différents groupes? |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer.

|  |
| --- |
|  |

K. Évaluation environnementale stratégique

|  |  |
| --- | --- |
| Consulter la [Directive du Cabinet sur l’évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes](https://www.canada.ca/fr/agence-evaluation-environnementale/programmes/evaluation-environnementale-strategique/directive-cabinet-evaluation-environnementale-projets-politiques-plans-et-programmes.html). | **Oui/Non** |
| K.1. Une analyse préliminaire a‑t‑elle été effectuée? Dans la négative, veuillez noter qu’une analyse préliminaire est requise. |  |
| K.2. Dans l’affirmative, selon les résultats de l’analyse préliminaire, faut‑il mener une évaluation environnementale stratégique? |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer.

|  |
| --- |
|  |

L. Obligations relatives aux traités modernes et consultation et mobilisation des Autochtones

|  |  |
| --- | --- |
| Voir le [site Web de Relations Couronne‑Autochtones et Affaires du Nord Canada](https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100014649/1100100014653) et la [Directive du cabinet sur l’approche fédérale pour la mise en œuvre des traités modernes](https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1436450503766/1436450578774) | **Oui/Non** |
| L.1. La proposition a‑t‑elle des répercussions sur les groupes autochtones? |  |
| Le cas échéant, veuillez donner des explications : |
| L.2. Les groupes autochtones qui pourraient être touchés ont‑ils été consultés? |  |
| L.3. La proposition pourrait‑elle déclencher l’obligation de consulter de la Couronne? |  |
| L.4. Est‑ce qu’une évaluation des répercussions des traités modernes a été réalisée conformément à la [Directive du cabinet sur l’approche fédérale pour la mise en œuvre des traités modernes](https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1436450503766/1436450578774)? |  |
| L.5. Le cas échéant, l’évaluation a‑t‑elle permis de relever des répercussions des traités modernes? |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer. Résumer les répercussions, les résultats des activités de mobilisation et la façon dont ceux‑ci ont été pris en considération dans la conception et la mise en œuvre de la proposition.

|  |
| --- |
|  |

M. Règle du « un pour un »

|  |  |
| --- | --- |
| Consulter la Politique sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises. | **Oui/Non** |
| M.1. La proposition entraînerait‑elle une **augmentation** du fardeau administratif pour les entreprises? |  |
| M.2. La proposition entraînerait‑elle une **diminution** du fardeau administratif pour les entreprises? |  |
| M.3. La proposition permettrait‑elle de créer un nouveau titre réglementaire qui imposerait un nouveau fardeau administratif aux entreprises? |  |
| M.4. La proposition abrogerait‑elle un titre réglementaire existant? |  |
| M.5. Si la proposition augmente le fardeau administratif pour les entreprises, cherchera‑t‑on à obtenir une exemption de l’exigence pour compenser ce fardeau et tout nouveau titre réglementaire créé? |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer.

|  |
| --- |
|  |

N. Lentille des petites entreprises

|  |  |
| --- | --- |
| Consulter la Politique sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises. | **Oui/Non** |
| N.1. La proposition entraînerait‑elle des répercussions financières sur les petites entreprises? |  |
| N.2. Le cas échéant, envisagez‑vous d’adopter des approches souples ou de prendre des mesures proactives pour minimiser les répercussions financières sur les petites entreprises?  |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer.

|  |
| --- |
|  |

O. Coopération et harmonisation en matière de réglementation

|  |  |
| --- | --- |
| Consulter la Politique sur l’élaboration de la réglementation. | **Oui/Non** |
| O.1. La proposition est‑elle liée à des ententes ou obligations internationales? |  |
| O.2. La proposition réglementaire fait‑elle partie d’une initiative existante officielle de coopération en matière de réglementation, comme :* le Conseil de coopération en matière de réglementation Canada‑États‑Unis?
* le Forum sur la coopération en matière de réglementation Canada‑Union européenne?
* la Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation fédérale‑provinciale‑territoriale?
 |  |
| O.3. Une évaluation d’autres gouvernements ou organisations internationales a‑t‑elle été effectuée afin de déterminer dans quelle mesure la coopération ou l’harmonisation en matière de réglementation seraient possibles? |  |
| O.4. Existe‑t‑il une occasion de favoriser la coopération ou l’harmonisation en matière de réglementation avec d’autres gouvernements ou organisations internationales? |  |
| O.5. La proposition réglementaire s’harmonise‑t‑elle avec la réglementation d’un autre gouvernement ou d’une autre organisation (par exemple, provinces, territoires, États‑Unis, Union européenne, organisations internationales) ou d’un organisme de normalisation? |  |
| O.6. La proposition réglementaire comporte‑t‑elle des exigences propres au Canada qui diffèrent de celles de règlements ou de normes d’autres gouvernements? |  |

Décrire brièvement toute analyse effectuée ou qu’il reste à effectuer.

|  |
| --- |
|  |

P. Autres considérations

|  |
| --- |
| P.1. Décrire le ou les liens entre la proposition et d’autres instruments de politiques (par exemple, mémoires au Cabinet, budget fédéral, discours du Trône, présentation au Conseil du Trésor, examen réglementaire). |
|  |
| P.2. Des risques juridiques sont‑ils associés à la proposition? (Oui/Non) Donner des explications. |
|  |
| P.3. Des risques d’atteinte à la vie privée sont‑ils associés à la proposition? (Oui/Non) Donner des explications. |
|  |
| P.4. La proposition est‑elle associée à de nouvelles activités du gouvernement fédéral (par exemple, exécution d’un nouveau programme, nouveaux systèmes informatiques) ou à de nouvelles dépenses (y compris des sources de financement) importantes? (Oui/Non) Donner des explications. |
|  |
| P.5. Y a‑t‑il des frais nouveaux ou modifiés dans le cadre de la proposition, que la *Loi sur les frais de service* s’applique ou non? (Oui/Non) Donner des explications. |
|  |
| La proposition porte‑t‑elle sur des modifications demandées par le Comité mixte permanent d’examen de la réglementation? (Oui/Non) Donner des explications. |
|  |

**Partie 4 : Sommaire des exigences en matière d’analyse et de présentation**

Le ministère ou organisme et le SAR du SCT conviennent que les exigences en matière d’analyse et de présentation figurant dans le présent document seront présentées dans le résumé de l’étude d’impact de la réglementation (REIR).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Personne‑ressource au ministère ou à l’organisme** | **Courriel** | **Numéro de téléphone** |
|  |  |  |

|  |
| --- |
| **REIR et exigences en matière de présentation (à remplir par le SAR du SCT seulement)** |
| Les exigences sont fondées sur les renseignements fournis dans le présent document et elles pourraient changer si de nouveaux renseignements étaient fournis. Les détails sur les exigences sont décrits dans les politiques et les guides associés. |
| **Analyse coûts‑avantages (aucun coût, coûts faibles, coûts importants)** |  |
|  | Indiquer « S’applique » ou « Ne s’applique pas » |
| **Analyse comparative entre les sexes plus** |  |
| **Évaluation environnementale stratégique** |  |
| **Mobilisation des Autochtones, obligations constitutionnelles et obligations relatives aux traités modernes** |  |
| **Règle du « un pour un »** |  |
| **Lentille des petites entreprises** |  |
| **Coopération et harmonisation en matière de réglementation** |  |
|  | Indiquer les autres exigences |
| **Autres considérations** Indiquer toute autre exigence, comme :* la nécessité d’une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée;
* si des évaluations des risques juridiques doivent être transmises au SCT;
* si une présentation au Conseil du Trésor est requise;
* d’autres facteurs, au besoin.
 |  |
| **Note supplémentaire** Une note supplémentaire est‑elle requise? Quels autres renseignements sont prévus? |  |
| **Lettre de consentement** Une lettre de consentement est‑elle requise ou est‑ce qu’un autre ministre doit signer la recommandation ministérielle? |  |
| **Règlement correctif** Le SAR du SCT reconnaît‑il que la proposition respecte les exigences d’un règlement correctif? |  |
| **Autres remarques du SAR du SCT** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Approbation du ministère ou de l’organisme (directeur)** |  | **Approbation du SAR du SCT (analyste)** |
| Nom et titre : |  | Nom et titre : |
|  |  |  |
| Signature |  | Signature |
| Date |  | Date |